

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Les municipalités désormais responsables de la gestion des ordures ménagères

**C'EST** le principal enseignement de la rencontre qu'a présidée, hier, à la Primature, Julien Nkoghe Bekale.



Photo: DR

Une phase de la rencontre d'hier à la Primature.

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

IL faudra s'y faire. Le ramassage et la collecte des ordures ménagères, jusque-là placées sous la responsabilité de l'Etat central, sera désormais du ressort des collectivités locales. C'est ce qu'il faut retenir de la rencontre qu'a dirigée, hier, à la Primature, le patron des lieux, Julien Nkoghe Bekale. Et à laquelle ont pris part le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, les ministres de l'Economie et des Finances, Jean-Marie Ogandaga, des Eaux et Forêts, Lee White, des Transports, Léon Armel Balondzi, de la Santé, Max Limoukou, et le maire de Libreville,

Léandre Nzue.

Cette décision n'est que la traduction en acte des instructions fermes du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, au Premier ministre, en vue de trouver une solution pérenne à la problématique de la gestion des ordures ménagères dans les villes de notre pays.

Dans ce sens, on se souvient que lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le chef du gouver-

Dans tous les cas, l'édile de la capitale gabonaise a indiqué que " tout a été mis à plat. Dorénavant, toutes les municipalités du Gabon vont gérer les ordures ménagères.

nement avait annoncé la mise en place d'un mécanisme dédié à la rétrocession de la gestion des ordures ménagères aux collectivités locales, via un appui technique et financier de l'Etat. Entendu que, avait-il précisé, "chaque collectivité locale devra élaborer un plan opérationnel de gestion de déchets qui fera l'objet d'un contrôle strict par les organes compétents".

Dans tous les cas, l'édile de la capitale gabonaise a indiqué que " tout a été mis à plat. Dorénavant, toutes les municipalités du Gabon vont gérer les ordures ménagères. C'est une instruction du président de la République. Le ministre d'Etat à l'Intérieur va prendre, dans les jours à venir, un arrêté pour redéfinir les attributions des uns et des autres".

## CLR : Jean-Boniface Assélé fustige des comportements au sein de l'appareil de l'Etat

Abel EYEGHE EKORE  
Libreville/Gabon

AU cours du point-presse qu'il a animé, lundi dernier, dans les installations de Michèle Marine, au quartier Glass, dans le 4e arrondissement de Libreville, le président du Centre des libéraux réformateurs (CLR), Jean-Boniface Assélé, s'est désolé de constater "qu'à chaque fois que le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, donne des orientations, il y a des défaillances chez ceux qui sont censés mettre en musique ses décisions".

Ce faisant, le leader du CLR pointait les nombreux dysfonctionnements apparus dans la chaîne de riposte gouvernementale face au Covid-19. " Au Gabon, nous avons pris de très mauvaises habitudes qui sont devenues une seconde nature. Il faut que ça change. Car, pour aider le président de la République, il faut être franc et honnête avec lui", a-t-il avancé. Non sans remercier le numéro un gabonais " pour les mesures courageuses qu'il a prises, en vue de protéger au mieux son peuple contre la pandémie de coronavirus".

D'où a-t-il exhorté " les Gabonais et Gabonaises à continuer à soutenir, sans relâche et avec détermination, le chef de l'Etat dans ce combat". Ce, d'autant plus que, a-t-il relevé, " ces décisions franches, salutaires et volontaires, couplées aux mesures d'accompagnement destinées à permettre aux populations de faire face à cette pandémie, traduisent la détermination du président Ali Bongo à ne ménager aucun effort pour le bien-être de ses concitoyens".

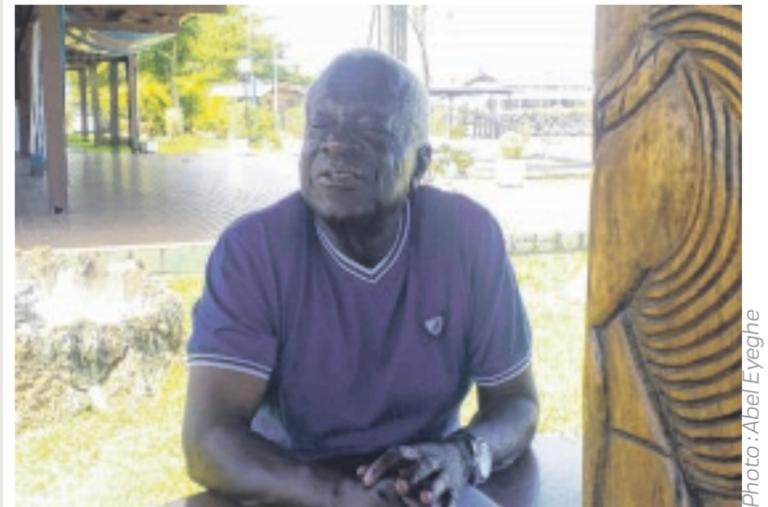


Photo: Abel Eyeghe

Le leader du CLR, Jean-Boniface Assélé, lors de sa déclaration.

## Tribune des partis politiques

### Changement

UN vocable utilisé avec insistance dans le microcosme politique. Plusieurs leaders de partis déplorent la gestion "calamiteuse" de la crise sanitaire de l'épidémie à coronavirus, en passe d'avoir un autre visage, économique celui-là. Des griefs formulés contre le Comité de pilotage (Copil) du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus (Copil) et le gouvernement. Le président d'Ensemble pour la République" (EPR), Dieudonné Minlama Mintogo, ne fait pas dans la dentelle à ce sujet.

" Au terme de la première phase du pro-

gramme de riposte mené par le gouvernement, que retenons-nous ? A mon avis, six (6) faits majeurs : un confinement brutal et catastrophique ; un déconfinement brutal sans préparation et sans mesures d'accompagnement ; un gouvernement solitaire, à la peine et dépassé par les événements ; un personnel médical exposé, en colère et prêt à jeter l'éponge ; une augmentation vertigineuse du nombre de cas avec un risque réel d'une contamination de masse ; un peuple aux abois, perdu et déboussolé, ne sachant plus à quel saint se vouer",

déclare-t-il sans ambages.

Droit dans ses bottes, il invite au changement de paradigmes. " (...) En d'autres termes, l'heure est grave. Le temps n'est plus, ni à la spéculation, ni à l'hésitation : il faut agir et vite. Un changement radical des méthodes, des hommes et des moyens s'impose à nous !", ajoute Dieudonné Minlama Mintogo.

Un avis partagé par un autre "centriste", Jean-Boniface Assélé, président fondateur du Centre des libéraux réformateurs (CLR). Égal à lui-même, le dirigeant céleriste dé-

nonce les passe-droits, détournements et autres actes d'incivisme, malheureusement observables dans la mise en musique des mesures présidentielles à caractère social. C'est dire que les vieilles habitudes ont décidément la vie dure. Jean-Boniface Assélé invite donc le gouvernement à rectifier le tir.

Tout comme lui, d'autres acteurs et une bonne frange de la population estiment que la réorganisation constitue un impératif indiscutable.

**Yannick Franz IGOHO**